



LA CGT FINANCES PUBLIQUES 13 RECUE EN AUDIENCE PAR LE REPRESENTANT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Suite à la venue sur Marseille du Président de la République, le 4 juin 2013 la CGT Finances Publiques avait demandé à être reçue pour examiner avec M Hollande la situation du site de Ste Anne, des autres sites, des conditions de travail faites aux agents et aux usagers et de la « démarche stratégique ».

Nous avons été finalement reçus avec Solidaires Finances Publiques, par M Michel YAHIEL, conseiller au cabinet du président accompagné par M Louis LAUGIER secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône.

Nous avons largement développé l'historique, l'évolution et les conséquences du dossier «politique immobilière» sur notre département, en particulier pour ce qui concerne le site de Ste Anne.

Nous avons insisté sur l'urgence de ce dossier puisqu'un premier déménagement est prévu dans 48 heures. Nous avons alerté nos interlocuteurs sur la tension extrême qui règne sur le site et sur les risques de débordements qui existent.

Nous avons demandé que soient immédiatement suspendues les opérations de déménagement prévues au mois de juin et qu'une table ronde soit rapidement réunie concernant l'avenir de Ste Anne.

Monsieur YAHIEL a pris acte de nos inquiétudes et de nos demandes. Il nous a assuré de s'en faire dès ce soir le messenger auprès de notre ministère, de Madame CARLOTTI et de notre Directrice Régionale.

Il s'est étonné en particulier qu'aucun dialogue social n'ait permis une véritable discussion ni qu'aucun comité technique donnant lieu à un vote solennel n'ait été réuni sur les sujets que nous avons évoqués.

Nous lui avons fait remarquer qu'à cet égard, il était visiblement plus facile d'être reçu par un conseiller du Président de la République que par notre Directrice régionale!

Nous lui avons fait part de l'inquiétude des agents face à la dégradation certaine de leurs conditions de travail, que ce soit en terme de temps de transport, d'entassement, de dangerosité des accueils, de restauration et de stationnement....

Il a semblé choqué de voir que les conséquences pratiques de ces restructurations auraient, pour les agents et les usagers concernés, de telles répercussions lorsqu'ils seront concentrés ou accueillis sur les sites de Borde et de Sadi-Carnot.

Cette audience est une étape de plus à rajouter au long processus du combat que nous menons avec fierté et détermination depuis plus de quatre ans contre la vente de Ste Anne et le déménagement des services.

Marseille le 4 juin 2013